



Lettre n° 226 du 6 février 2022

Au sommaire :

- **En rupture avec l'imposture de l'union de la gauche, la nécessité d'une politique pour préparer les affrontements qui viennent** - *Yvan Lemaitre*
- **De la croissance inespérée aux bulles financières et à l'explosion de la dette, l'économie sous la menace d'un krach** - *Daniel Minvielle*

## **En rupture avec l'imposture de l'union de la gauche, la nécessité d'une politique pour préparer les affrontements qui viennent**

A peine connue dimanche dernier, la victoire de Christiane Taubira, désignée comme la candidate la plus à même de « faire gagner l'écologie et la justice sociale à l'élection présidentielle » par la Primaire populaire, a été ignorée par ses concurrents désignés pour la plupart à l'insu de leur plein gré comme Mélenchon, Jadot ou Hidalgo.

Christiane Taubira a obtenu la mention bien +, devançant Yannick Jadot, assez bien +, Mélenchon, assez bien -, Larouturou passable + et en cinquième position Hidalgo à peine passable +... Dérisoire et ridicule, un épisode de plus dans le processus de décomposition de la gauche conséquence d'années de reniements et de trahisons. Taubira qui joue la marieuse des égos rivaux fut elle-même ministre de Hollande et de Valls. Tout un programme...

### **Sauver les meubles pour les législatives et l'après 2022...**

Aucun des postulants volontaires ou contraints ne pense un instant pouvoir être au second tour mais il s'agit pour eux de défendre leur place ou celle de leur appareil sur l'échiquier politique. C'est bien là leur seule ambition, y compris celle de Taubira qui a revêtu les vieux habits de l'union pour mieux trouver sa place dans... les rivalités qui n'ont pas manqué de s'exprimer dans une convaincante unanimité pour la condamner.

Il faut dire qu'il faut avoir les yeux de la foi pour voir en Taubira la représentante d'une autre politique que celle à laquelle elle a participé et que celle qu'elle dit vouloir mener aujourd'hui... Ou pour voir dans cette Primaire populaire autre chose que ce qu'elle dit être, une démarche pour tenter de redonner vie au fantôme de l'union de la gauche, l'illusion d'une gauche sincère si tant est que cela puisse vouloir dire quelque chose. Ou pour voir, dans ces

candidats rivaux pour mener la même politique si jamais ils étaient élus, de potentiels acteurs de la lutte contre Macron, contre l'extrême droite, pour les salaires, contre le pass vaccinal, pour des moyens dans la santé...

Les uns et les autres n'ont qu'un horizon, l'horizon bouché des rivalités parlementaires et institutionnelles et se battent pour occuper la moins mauvaise position possible en vue des recompositions qui ne manqueront de s'opérer après la déroute présidentielle. La présidentielle pour préparer les législatives, échéance déterminante tant pour les finances des partis que pour les rapports de force parlementaires...

### **La machine républicaine grippée**

La décomposition de la gauche n'est pas seulement la conséquence de ses reniements et trahisons. Elle est un des symptômes de la crise qui frappe les institutions parlementaires, leur république, cette machine à duper les masses pour donner une légitimité à la politique de classe du pouvoir et de l'État, une politique au service d'une minorité qui prétend se prévaloir de l'intérêt général. Il apparaît de plus en plus clairement que le double langage de la gauche est mensonger et hypocrite et ne vise qu'à justifier une politique qui se plie aux exigences du grand patronat. Le discours qui prétend servir les intérêts des travailleurs, des classes populaires tout en respectant ceux des classes dominantes dans le cadre du système est largement discrédité.

L'effondrement de la gauche combiné au discrédit de la droite avec laquelle elle a alterné ou cohabité au pouvoir pour conduire les politiques d'austérité ont entraîné la progression de l'extrême-droite. Cette crise nourrit le populisme et les tendances bonapartistes, celles de Macron

et de l'extrême droite mais aussi, soit dit en passant, celles de Mélenchon qui voudrait surmonter la décomposition de la gauche dans le cadre des institutions bourgeoises en se faisant le rassembleur du peuple.

L'élection de Macron en 2017 a été une première réponse pour la bourgeoisie dans le « dépassement » du clivage droite-gauche dans lequel le PS, principalement, ainsi que les Républicains ont été engloutis. Certes, la droite a réussi à maintenir peu ou prou ses positions grâce à son enracinement local et, surtout, en se mettant en concurrence avec Le Pen et Zemmour pour postuler à devenir la colonne vertébrale d'un hypothétique parti de droite extrême né de « l'union des droites » au détriment de Zemmour. Le plus probable est que, prise en tenaille, la candidate LR ne résiste pas à la pression. Sa défaite dès le premier tour ou même au second au profit de Macron pourrait faire de ce dernier le chef d'un grand parti d'union nationale contre Le Pen et Zemmour, un bloc réactionnaire, euro-péano-national populiste.

Et cela d'autant plus facilement que les ralliements à Zemmour semblent attester que bien des ambitions de politiciens de droite-extrême parient sur l'union des droites contre Le Pen, pour eux obstacle sur la route du pouvoir. Comme cette dernière le dit à propos de Zemmour : « *il ne se bat pas pour gagner, mais pour tuer le Rassemblement national* ».

Marion Maréchal, qui ne manque pas de talent pour planter des couteaux dans le dos de ses proches, est explicite : « *Eric Zemmour se bat pour la disparition du cordon sanitaire entre la droite dite "républicaine" et nous. Marine Le Pen n'a jamais été pour la disparition de cette ligne de démarcation* ».

A travers cette campagne présidentielle de nouveaux rapports de force se construisent. Ces rivalités de pouvoir entre amis de longue date, cette guerre des droites, opèrent une sélection entre celles et ceux qui postulent à prendre le relais de Macron, non en 2022, mais pour la suite en anticipant la faillite de leur système et ses conséquences, c'est-à-dire une instabilité politique accrue, des révoltes, des explosions sociales. Les faux semblants démocratiques laissent la place au mépris de classe, à la peur d'une contestation radicale de leur vieux monde. C'est le système de domination de la bourgeoisie lui-même qui est en crise, affaibli par la crise de confiance selon l'expression des commentateurs, la perte des illusions des classes populaires en la république. L'élection présidentielle en cours aggravera les éléments d'instabilité qui pourraient ouvrir la porte à l'irruption du monde du travail sur le terrain politique pour dégager l'extrême droite et répondre aux questions urgentes posées à toute la société.

## **Préparer les affrontements sociaux et politiques à venir**

Ces bouleversements sont l'expression d'évolutions déterminantes dans les rapports de classe. C'est bien de ce point de vue que l'on peut dire que nous entrons dans une période où la perspective révolutionnaire n'est plus

une simple proclamation ou incantation mais prend un contenu concret et pratique au sens où aucune exigence sociale, démocratique, sanitaire, écologique, pacifique n'est compatible avec les exigences du capital, la mondialisation de la concurrence de plus en plus militarisée. Avancer de bonnes revendications sur le terrain électoral tout en disant qu'il faudra les imposer par les mobilisations devient une illusion que symbolise le slogan « *dans les urnes et les luttes* » qui entretient les confusions.

Chacune de nos exigences progressistes, démocratiques rentre en conflit direct avec les intérêts des classes dominantes et pose donc la question de la conquête du pouvoir pour que les classes laborieuses puissent mettre l'économie, la société au service de la population.

La France est « fatiguée » nous disent aujourd'hui les médias, propos qui rappelle ce qu'avait écrit dans *Le Monde* Pierre Viansson-Ponté avant que n'éclate la révolte de Mai 68, « *La France s'ennuie* ».

Le mécontentement, la colère se combinent à la lassitude et la fatigue qui paralysent et empêchent de formuler de nouvelles perspectives en rupture avec le passé, avec le système capitaliste et ses institutions, le réformisme. L'emprise du harcèlement moral capitaliste, des pressions économiques, la dégradation des conditions de travail, cette brutalité économique et sociale provoquent de multiples conflits locaux sans que la classe exploitée trouve encore la force d'engager l'inévitable affrontement, c'est-à-dire de contester le pouvoir.

Le déferlement réactionnaire nourrit le sentiment d'impuissance et voudrait étouffer la prise de conscience de l'antagonisme irréductible entre leur vieux monde pourri à l'image du scandale d'Orpea et les besoins humains que le développement social pourrait largement satisfaire.

Mais le pourrissement des politiciens bourgeois se disputant la place pour faire allégeance aux syndicats d'extrême droite des flics, l'antagonisme de classe sont tels que la dépression politique que nous connaissons dans notre camp prépare l'affirmation de nouvelles perspectives sociales et politiques à travers les conflits à venir.

## **Construire l'unité de notre camp social et politique**

La dépression politique est la conséquence d'un passé qui a pris fin sans que l'avenir ait encore pu prendre forme pour paraphraser Gramsci. L'effondrement des illusions réformistes ne produit pas automatiquement une conscience de classe révolutionnaire, laissant place à la confusion, terrain des démagogues d'extrême droite. De la perte des illusions à la prise de conscience révolutionnaire, il y a un difficile parcours, une lutte pour retrouver, reformuler, s'appropriier à travers l'expérience des luttes sociales et politiques les idées et la méthode du combat de classe ; reconstruire les liens sur la base des acquis et des prises de conscience collectives, retrouver la solidarité qui donne son sens, son humanité au travail par-delà les rapports d'exploitation ; retrouver la créativité de la

lutte, pour ne plus craindre un avenir inconnu, oser s'affirmer dans la rupture révolutionnaire avec le capitalisme... La candidature de notre camarade Philippe Poutou ainsi que celles de Nathalie Arthaud ou Anasse Kazib pourraient être une importante contribution à la construction d'un mouvement révolutionnaire par en bas, dans les entreprises, les quartiers populaires, la jeunesse, si elles sont capables de se mettre au service de l'unité de notre camp politique, l'unité des révolutionnaires, de rompre avec l'ignorance mutuelle, le sectarisme, héritage du passé. Il ne s'agit pas de regretter la présence de trois candidats

révolutionnaires, même si cela nuit à notre crédibilité et représente une déperdition d'énergie mais de voir les faits en face. Cela ne répond pas aux besoins du monde du travail, se donner les moyens de préparer les luttes sociales et politiques à venir. Cette question est au cœur de la campagne des révolutionnaires qui ouvre et impose à toutes et tous une discussion sur la période, notre stratégie, le programme politique, non pas une discussion idéologique mais politique, pratique, concrète, militante sur les voies et moyens de faire face aux échéances à venir.

Yvan Lemaitre

---

## De la croissance inespérée aux bulles financières et à l'explosion de la dette, l'économie sous la menace d'un krach

Il y a une dizaine de jours, les médias reprenaient en fanfare deux « excellentes » nouvelles venues de l'Insee : la croissance en France aurait atteint 7 % en 2021, 0,3 % de plus que ce qui était attendu, et le nombre d'inscrits à Pôle emploi aurait baissé de 520 000 sur l'année. On apprenait aussi que les entreprises du CAC40 avaient engrangé des profits records, 137 milliards d'euros en 2021, pour 37 milliards « seulement » en 2022 et 94 en 2019. De quoi arroser largement leurs actionnaires, qui se sont partagés 70 milliards sous forme de dividendes et de rachats d'actions...

Patronat et gouvernement pavoisent. Ces résultats mirobolants seraient la justification de la politique du « quoi qu'il en coûte », le signe que cette politique va dans le bon sens, ... et surtout qu'il faut la poursuivre !

C'est de la poudre aux yeux. La croissance du PIB dépasse effectivement les prévisions pour l'année passée mais elle devrait retomber à 2,4 % en 2022. Et cette croissance est portée par le secteur des services alors que la production industrielle, qui ne représente plus que 13,4 % du PIB, a baissé de 1,6 % sur un an, contribuant à accentuer les déficits commerciaux. Les chiffres de la baisse « historique » du chômage sont eux aussi trompeurs. Si le nombre d'inscrits en catégorie A (chômage de longue durée) diminue, c'est pour gonfler les rangs des travailleur.es précaires et temporaires, tirés par la reprise dans les services. Et rien n'est dit de celles et ceux qui disparaissent des statistiques du fait de leur radiation ou de leur renoncement. Beaucoup vont grossir les rangs des autoentrepreneurs, dont le nombre a augmenté de 400 000 entre juin 2020 et juin 2021, surtout dans la livraison et la vente au détail, du travail précaire et très peu rémunérateur. Sur les deux millions d'autoentrepreneurs actuellement déclarés, la moitié serait sans revenu.

Les patrons entendent bien que cette politique se poursuive. Le Medef a dicté son programme aux candidats à la présidentielle, dont une réduction de 30 à 35 milliards d'euros des impôts de production qui viendraient s'ajouter aux 20 milliards de baisse des années 2020 et 2021. Trappier, directeur général de Dassault et secrétaire de l'UIMM, le syndicat patronal de la métallurgie, y ajoute la

revendication d'une baisse de 17 milliards des cotisations patronales accompagnée d'une réforme de la sécurité sociale vers « plus d'assurantiel » et du recul de l'âge de départ à la retraite à 65 ans...

Le désastre social résultant de cette politique apparaît avec toute sa violence dans deux rapports récents, celui de la fondation Abbé Pierre, selon lequel, en France, 4 millions de personnes sont sans logement ou mal logées et le rapport annuel d'OXFAM sur les inégalités sociales. Ici, pendant la pandémie, en 19 mois, la fortune des milliardaires a augmenté de 236 milliards d'euros, 86 %. Les 5 plus riches possèdent autant que les 40 % les plus précaires. Au cours de cette période, 4 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées en situation de vulnérabilité ; la pauvreté s'est intensifiée, touchant 7 millions de personnes ; 10 % de la population française a besoin d'aide alimentaire. Le phénomène est le même à l'échelle mondiale, avec des conséquences terribles dans les pays les plus pauvres, soumis sans défense à la pandémie de covid.

Ces statistiques dramatiques illustrent à quel point le mode de production capitaliste s'avère de plus en plus incapable d'assurer ce qui devrait être la mission première de l'économie : garantir à tous les êtres humains leurs moyens de subsistance. La pandémie n'a fait qu'accélérer une marche à la faillite qui était déjà à l'œuvre avant qu'elle n'advienne et dont elle est une des conséquences, une fuite en avant vers une série de désastres, crise sanitaire et écologique, exacerbation du chômage, de la précarité, de la misère, crise politique et reculs démocratiques, démultiplication des conflits guerriers, menace de krach financier et d'effondrement des montagnes de dette ...

Le journal *les Echos* détaillait début janvier « Dix sujets qui pourraient faire dérailler les marchés en 2022 », dérapage de l'inflation, retour en force de la pandémie et perturbations des chaînes d'approvisionnement, pénuries de matières premières, crise énergétique, durcissement monétaire excessif de la part des banques centrales, envolée des taux d'intérêt, effet domino sur le marché du crédit, etc.

Cette liste non exhaustive illustre une des hantises des classes dominantes, la crainte d'un effondrement financier qui aurait des conséquences incalculables sur l'ensemble du système économique mondial. Elle montre en même temps qu'elles se savent impuissantes, réduites à espérer des miracles des banques centrales, érigées en dernier rempart face à la débâcle annoncée.

## **Des politiques monétaires prises entre inflation et risque d'emballlement des taux d'intérêts**

Depuis la crise de la dette au début des années 2010, les banques centrales ont mis les marchés financiers sous perfusion. Les taux directeurs, taux d'intérêts pratiqués par les banques centrales lorsqu'elles prêtent de l'argent aux banques privées, ont été maintenus très bas, voire négatifs. Et des milliards de milliards ont été engloutis sous forme de rachats de titres de dette pour protéger les grands investisseurs privés des risques d'insolvabilité de leurs débiteurs, États et grandes entreprises. Cette politique, dite de Quantitative easing (QE), associée aux taux directeurs très bas, a maintenu à flot un système financier fragilisé par le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, incapable de retrouver son rythme d'avant la crise de 2008. Faute de trouver des terrains d'investissement suffisamment rentables dans les secteurs de la production des biens et des services, une partie considérable de cette manne gratuite s'est précipitée dans la spéculation sur les marchés financiers et dans ladite « industrie de la dette ». Le phénomène a été encore amplifié par les « plans de relance anti-covid ».

Nourries par ce flot permanent d'argent, les valorisations boursières, parfois chahutées par de brutales baisses, n'ont cessé de grimper, oscillant autour d'une tendance à la hausse, pour atteindre des sommets. Cela fait le bonheur des spéculateurs, dont les principaux sont les grandes institutions financières, banques, assurances, fonds d'investissement qui mobilisent des armées de traders pour tirer profit de la moindre opportunité. Leur bonheur, mais aussi leur cauchemar, du fait du gonflement sans précédent des bulles spéculatives qui en résultent. Cauchemar pour les spéculateurs, qui peuvent perdre des fortunes du jour au lendemain, à l'instar de Facebook dont le titre s'est effondré de 25 % ce jeudi suite à l'annonce d'une baisse des perspectives de profit. 200 milliards de dollars sont partis en fumée en une séance, dont une trentaine pour son patron, Marc Zuckerberg...

Et cauchemar pour les grandes institutions financières, banques centrales en particulier, devant les conséquences économiques, sociales et politiques que la propagation d'un tel phénomène à l'ensemble des marchés, un krach financier majeur, aurait sur l'économie dans son ensemble.

Les banques centrales sont ainsi prises entre la nécessité de freiner ces politiques d'argent gratuit dont tout le monde sait qu'elles conduisent dans le mur, et le risque, ce faisant, de déclencher le krach qu'elles cherchent à évi-

ter. C'est pourquoi elles n'ont cessé jusqu'à aujourd'hui de reporter à plus tard le retrait de leurs mesures palliatives, tout en annonçant qu'elles le feraient un jour... La montée de l'inflation, la certitude qui s'impose qu'elle n'est pas près de ralentir, les acculent à agir. Aux États-Unis, Powell, patron de la FED, annonçait il y a une semaine en des termes très mesurés sa décision de remonter ses taux directeurs dès le mois de mars. Jeudi dernier, tenant une conférence de presse, Lagarde, la directrice de la BCE, n'a rien dit... mais son silence a été interprété comme « [ouvrant] la porte à une accélération des réductions d'achats d'actifs et à une hausse des taux cette année ».

Aussi prudentes soient-elles, les déclarations de Powell et Lagarde n'ont pas manqué de susciter des remous sur les marchés, sans que l'on puisse dire, au moment où nous écrivons, ce qu'il en adviendra.

## **L'inflation persiste et s'aggrave**

Lagarde espérait encore récemment que l'inflation se résorberait sous les effets de la reprise, mais elle ne cesse au contraire de progresser. Sur la zone euro, elle atteignait 5,1 % fin janvier pour les 12 mois précédents, pour 5 % fin décembre, 4,9 % fin novembre... Le facteur principal en est la hausse des prix de l'énergie, 28,5 % sur l'année, suivi de celle des produits alimentaires (3,5 %), tandis que biens industriels hors énergie et services sont à un peu plus de 2 %. Aux États-Unis, l'inflation sur un an était de 7 % à la mi-janvier. 7 % également en Angleterre, dont la banque centrale a déjà augmenté ses taux directeurs à deux reprises.

Ces hausses de prix ont de multiples causes. Selon les discours officiels, les chaînes d'approvisionnement mondiales, sollicitées par la reprise des activités, se sont avérées incapables d'y faire face, générant des ruptures, des « pénuries », et en conséquence des hausses de prix. Mais les choses devraient rentrer dans l'ordre dès que les désorganisations créées par la pandémie seront résorbées... Ces explications « techniques » masquent l'essentiel. Une bonne part des hausses, en particulier dans l'énergie, est liée à la spéculation qui s'est déchaînée sur ces marchés, aux aberrations que constituent les règles qui y règnent et n'ont pas d'autre fonction que de garantir les rentes et les profits de ceux qui se partagent le gâteau. A cette spéculation financière s'ajoutent lesdits « risques géopolitiques », dont la crise en Ukraine est aujourd'hui le cas le plus crucial, mettant en cause l'approvisionnement en gaz de l'Europe de l'ouest. Par ailleurs, la réorganisation des grands réseaux logistiques, le transport maritime dont les bas coûts ont contribué aux profits des multinationales, n'est que pour une part une question technique, c'est aussi l'occasion pour les multinationales qui gèrent les zones portuaires, pour les loueurs de containers, d'entretenir la « pénurie » histoire d'augmenter leurs marges... La liste n'est pas exhaustive.

Ces hausses des prix de l'énergie et du transport, entre autres, ne peuvent que se répercuter sur l'ensemble des secteurs. Un rapport récent du Sénat prévoit une hausse

à venir des produits alimentaires, eux aussi objets de spéculations. Et comme les coûts de production ont bondi de 16 % en un an dans l'industrie, cela ne peut qu'entraîner une augmentation des prix de vente des produits industriels, restée jusqu'à présent limitée. C'est dire que le pouvoir d'achat du plus grand nombre va baisser, avec une double conséquence, un cran de plus dans la dégradation des conditions de vie pour les classes laborieuses, dégradation elle-même facteur de récession économique et d'exacerbation de la concurrence pour les classes dominantes.

La recrudescence de l'inflation, qui a pour cause première l'anarchie du fonctionnement d'un système reposant sur l'affrontement permanent entre des intérêts privés, se retourne contre les intérêts généraux de la société, y compris de la bourgeoisie. Une de ses hantises est que la hausse des prix entraîne la hausse des luttes pour les salaires, cause, selon les économistes aux ordres, de la constitution de spirales inflationnistes incontrôlables. Les patrons, tel Trappier, le PDG de Dassault, ont le culot d'utiliser cet argument pour prôner la « *modération salariale* ». Les salariés de ses usines, en lutte pour 300 euros net d'augmentation, répondent avec leurs armes à ses provocations et à celles de ses semblables. De fait, les luttes pour les salaires se développent un peu partout, y compris aux USA où, selon les Echos, « *la lutte des classes est de retour* » et où les salaires auraient augmenté de 5,7 % sur un an. Les travailleurs exigent leur dû. Vivre dignement aujourd'hui demande, ici, un revenu minimum net de 1800 euros pour tous, travailleur.es avec ou sans emploi, jeunes et retraité.es. Un revenu par ailleurs indexé sur le coût de la vie, une échelle mobile des revenus.

## **Des hausses des taux d'intérêts qui préparent une crise de solvabilité**

Les taux d'intérêt ne peuvent échapper à cette hausse générale des prix, venant bousculer la politique de taux directeurs bas, et y compris négatifs, des banques centrales. Aux États-Unis, les taux directeurs demandés pour des prêts à 10 ans aux banques privées sont tellement bas qu'ils correspondent, compte tenu de l'inflation, à un intérêt réel de - 7 %. Cela veut dire que pour 100 dollars empruntés, quelle devra rembourser à la FED au bout de dix ans, une banque privée va empocher 7 dollars par an, soit 70 dollars sur la durée du prêt ! Cela permet à cette banque de prêter de l'argent à des taux très bas, tout en continuant à récupérer de confortables profits. Cette cavalerie financière à grande échelle a permis, après la crise de 2007-2008, d'entretenir un certain niveau de pouvoir d'achat global en fournissant un crédit très bon marché aux « ménages », aux entreprises et aux États tout en assurant de juteux profits au monde de la finance.

Conséquence de ce tour de passe-passe, les niveaux d'endettement n'ont fait que croître et embellir, phénomène encore accentué par les mesures prises face aux conséquences de la pandémie. La recrudescence de l'endettement public s'est accompagnée de discours rassurants : un

État ne rembourse en réalité jamais le capital emprunté, puisqu'il lui suffit d'emprunter de nouveau pour le faire ; et comme les taux d'intérêts sont très bas, voire négatifs, tout va pour le mieux...

Sauf que si les taux d'intérêts se mettent à remonter, et cela se produit déjà, emprunter aujourd'hui pour rembourser les emprunts d'hier va fatalement coûter plus cher et la cavalerie financière va s'achever dans le mur. C'est cela qui pousse les banques centrales à remonter leurs taux directeurs, dans l'espoir que rendre l'argent plus cher pour les banques privées freinera leur propension à accorder des crédits au mépris des risques d'insolvabilité, et ainsi freiner la croissance folle de l'endettement.

La réponse ne s'est pas fait attendre. Le silence de Lagarde, jeudi, sur la hausse des taux directeurs a été interprété comme l'indication qu'elle se produirait bientôt ... Et dès le lendemain, les taux d'emprunt des États de la zone euro « *s'envolaient* », comme l'écrivaient *Les Echos*. Envol bien relatif puisque les taux réels après augmentation restent négatifs, pour la France comme pour l'Allemagne. Mais le mouvement de hausse est bien entamé et ne peut que se poursuivre. Dans un contexte d'inflation durable, le prix de l'argent, les taux d'intérêt pratiqués par les investisseurs privés vont suivre le mouvement. L'augmentation des taux d'intérêts va aggraver les risques d'insolvabilité, et préparer une nouvelle crise de la dette, d'un niveau bien supérieur à celle qui a frappé l'Europe au début des années 2010. Une crise qui menace au premier plan les pays émergents et en développement, dont certains sont frappés par une inflation bien plus importante que dans les pays riches, plus de 10 % au Brésil, 36 % en Turquie...

## **De la contradiction entre le développement des forces productives et la propriété privée des moyens de production**

Les absurdités du fonctionnement des marchés et de la sphère financière, la concurrence destructrice qui y règne faisant fi de tout ce qui n'est pas perspective de profit ont des conséquences délétères sur la sphère de la production et des échanges. Mais il est illusoire de penser pouvoir libérer un prétendu « bon capitalisme » productif de l'emprise d'un « mauvais capitalisme », financier, en plaçant ce dernier sous le contrôle de l'État. C'est mission impossible. Le problème n'est pas le néolibéralisme mis en cause par les réformistes mais bien le capitalisme lui-même à son stade de la mondialisation financière.

La finance et le crédit sont un rouage essentiel du mode de production capitaliste, avançant les capitaux nécessaires à la mise en œuvre des activités productives, et donc de l'exploitation salariale, puis répartissant au sein de la classe dominante les profits qui en résultent à travers divers marchés financiers. Le fait que le capital se concentre aujourd'hui entre quelques mains d'ultra riches n'est pas le résultat du libre arbitre des classes dominantes. Il est celui d'un processus chaotique, la lutte pour les profits jalonnée de crises, de guerres et de révolutions. Il est porté par les évolutions technologiques et scientifiques se pro-

duisant dans le cadre d'un mode de production fondé sur les lois de la concurrence et des marchés, l'exploitation salariale et la lutte des classes qui en résulte. Il est le produit d'une histoire qu'il est impossible de faire tourner à l'envers.

Cette histoire, c'est entre autres celle d'une transformation profonde, au cours du dernier demi-siècle, de l'organisation mondiale de la production et des échanges qui s'est matérialisée dans les multinationales et leurs « chaînes de valeur mondiales ». Ces réseaux de filiales et de sous-traitants constituent les divers maillons à travers lesquels se conçoivent, se fabriquent et se vendent l'essentiel des biens et des services. Ces organisations répondent bien évidemment à une cohérence technique : mettre en œuvre les outils et méthodes nécessaires à l'ensemble des tâches de production et d'échange. Mais cette logique technique est asservie à une nécessité première : créer toujours plus de profit, gagner des parts de marché face à la concurrence. Les chaînes de production sont ainsi soumises à la boulimie de profit du capital financier et cela se traduit par une multitude d'aberrations qui se retournent contre la productivité elle-même, voire conduisent à des ruptures. Confrontée à la baisse de la productivité et de la rentabilité, une partie toujours plus importante du capital s'engouffre dans la spéculation et l'industrie de la dette, dans un cercle vicieux dont il est incapable de sortir.

Marx écrivait, en 1859 : « À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une période de révolution sociale ». (1)

C'est bien ce à quoi on assiste, l'exacerbation des contradictions entre une propriété privée de plus en plus concentrée entre les mains d'une oligarchie financière, et un système de production et d'échanges moderne qui socialise comme jamais le travail humain, à l'échelle du monde, mais se retrouve freiné, paralysé par son asservis-

sement aux intérêts de cette infime minorité. C'est pourquoi il s'avère non seulement de plus en plus incapable de répondre aux besoins de l'humanité, mais l'entraîne dans sa faillite, vers une série de désastres.

## **Pour la satisfaction des besoins de l'humanité, changer le monde maintenant**

En concluant « *alors s'ouvre une période de révolution sociale* », Marx ne se contentait pas d'en poser la nécessité comme seule solution pour sortir l'humanité de l'impasse dans laquelle les évolutions du mode de production capitaliste l'ont enfermée. Il en affirmait en même temps l'inéluctabilité, en ce sens que la lutte des classes à travers laquelle les opprimés défendent leurs droits les plus élémentaires face à la boulimie sans fin des classes possédantes conduit à remettre en cause les fondements même du mode de production capitaliste, à en finir avec la propriété privée des moyens de production et d'échange, l'exploitation salariale, un système de production et d'échange soumis aux lois de la concurrence, des marchés, de la recherche du profit.

Cela passe nécessairement par l'expropriation des grands patrons des multinationales industrielles et financières. La prise de contrôle collective, par les travailleurs et la population organisée démocratiquement, des réseaux financiers regroupés au sein d'un monopole public du crédit permettrait d'assurer le financement des industries en fonction des besoins réels de production, selon une planification établie démocratiquement, respectueuse des équilibres écologiques. Ce serait aussi la fin des pratiques spéculatives, des Bourses et autres marchés financiers.

Débarassées de la mainmise des multinationales et désormais orientées vers la production de biens et services utiles, les chaînes de production existantes, réorganisées de façon rationnelle, constitueront le fondement d'un nouveau mode de production, socialiste, communiste, capable de fournir à chacune et à chacun ses moyens de subsistance.

Daniel Minvielle

1- Critique de l'économie politique - Préface